

HRW dénonce un "discours provocateur" du parti au pouvoir au Burundi

Human Rights Watch, 5 août 2022 Un haut responsable du Burundi s'en prend aux organisations de défense des droits humains. Discours honteux pour un ancien dirigeant qui a ordonné des meurtres et des actes de torture. Le dirigeant du parti au pouvoir au Burundi a prononcé cette semaine un discours déplorable lors d'un événement en hommage au général Adolphe Nshimirimana, qui, avant d'être assassiné il y a sept ans, avait supervisé des violations des droits humains, notamment des meurtres, des actes de torture et des arrestations arbitraires de personnes soupçonnées d'être des opposants politiques.

Ce discours a été prononcé par Ruvyiron Ndikuriyo, l'actuel secrétaire général du parti au pouvoir au Burundi national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), auquel Nshimirimana appartenait également à un coup dur pour les victimes de Nshimirimana.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Ndikuriyo s'est ensuite livré à une attaque particulièrement choquante contre des organisations internationales de défense des droits humains qui documentent les abus actuellement commis au Burundi, y compris par des membres de la tristement célèbre ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure. Ndikuriyo a vanté la stratégie du parti visant à militariser la ligue des jeunes, dont les membres commettent des abus dans tout le pays. Si le fait qu'un violateur notoire des droits humains continue d'être idolâtré est déplorable en soi, le silence de la communauté diplomatique et son absence de prise de position publique sur ces développements ne font qu'aggraver la situation. Le jour même où Ndikuriyo s'en prenait aux organisations internationales de défense des droits humains, l'ambassadeur de l'Union européenne au Burundi a été reçu par le président burundais, Évariste Ndayishimiye. Il y a sept ans, le 2 août 2015, Nshimirimana, ancien chef des services de renseignement et proche allié du président de l'époque, Pierre Nkurunziza, a été assassiné par des hommes non identifiés qui ont ouvert le feu sur son véhicule dans la capitale de l'époque, Bujumbura. Figurant parmi les personnalités les plus puissantes et brutales du pays, il était pourtant considéré comme intouchable. Son assassinat s'est produit alors que le pays semblait dans une crise des droits humains prolongée, déclenchée par la décision de Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé à la tête de l'État. Des manifestants ont été tués, torturés et emprisonnés. Les organisations de la société civile et les médias indépendants ont été réprimés, presque tous leurs dirigeants ont été contraints de partir en exil à l'étranger. Au lendemain de la mort de Nshimirimana, un célèbre défenseur des droits humains, Pierre Claver Mbonimpa, a été grièvement blessé par balles. L'époque, la communauté internationale avait réagi avec fermeté à la crise des droits humains en cours en imposant des sanctions ciblées, des restrictions financières, et en créant, sous l'égide des Nations Unies, une commission d'enquête sur le Burundi, chargée de mener des investigations sur les graves violations des droits humains. Cette semaine, le discours provocateur de Ndikuriyo montre bien le peu d'intérêt que les dirigeants du parti au pouvoir accordent à l'amélioration du bilan déplorable du pays en matière de droits humains. Les diplomates aujourd'hui devraient à chaque occasion qui se présente à eux pour évoquer les questions de droits humains avec les dirigeants du Burundi et exprimer clairement leurs préoccupations face à ce genre de rhétorique incendiaire. Clémentine de Montjoye, Chercheuse, division Afrique

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});